

LA FRANCOPHONIE EN ALGERIE: Un déni culturel ou une querelle historique ?

Dr/ KEBIECHE Redouane
Université de Toulouse II Jean-Jaurès

Cet article porte sur la question de la francophonie en Algérie, qui est considérée comme l'un des plus grands pays francophones, mais qui ne fait pas partie de la Francophonie. Pour comprendre cette bizarrerie, il faut admettre que la langue française en Algérie est l'objet d'une forte ambiguïté, qui implique des traits sociaux, culturels, politiques et identitaires. Elle est ainsi au centre d'une situation sociolinguistique complexe. On va aborder en premier lieu l'état de la langue française afin de mieux appréhender l'état de la francophonie en Algérie au passé et au présent. La francophonie a effectivement une existence ancienne et vivace dans le pays, pour des faits historiques liés au colonialisme. Le français a été imposé dans les institutions administratives. Ce processus n'a pris fin qu'après l'indépendance ; mais il a pris de l'ampleur en raison de la généralisation de l'enseignement du français dans les secteurs scolaires et universitaires, ainsi que dans le monde socioprofessionnel. D'où la dénomination que nous avons choisi pour ce point qui est l'Algérie et l'univers d'intégration culturel francophone. Ce qui nous poussera à examiner la corrélation entre la langue dans sa diversité et la nation algérienne dans son unité. Étant donné que le phénomène de la mondialisation domine

fortement sur le plan social, cela nous amène à nous interroger sur l'avenir de l'identité sociolinguistique algérienne. En raison de la tendance unilatérale qui considère qu'il n'y a pas d'identité spécifique à l'Algérie, en dehors de l'identité arabo-islamique, le pays s'expose à la continuité du conflit et à la perte de l'identité.

I- L'état de la francophonie en Algérie : passé et présent

Les gens sont naturellement destinés à un foyer ayant son propre environnement social, culturel et linguistique dès leur naissance ; telle est la réalité de ce monde. A l'inverse de cela, on pourrait dire qu'on n'est pas forcés de suivre ce rituel et cette logique dogmatique dès notre arrivée au monde comme nouveau né, partant du principe que chaque personne est maîtresse d'elle-même, et qu'elle peut opter pour un univers socioculturel autre que le sien, ou se livrer à elle-même si elle veut s'immerger dans l'aveuglement et le noir selon les circonstances et le contexte. A cet égard plus ou moins proche de ce que l'on va évoquer par rapport au cas algérien, les invasions des nations impérialistes à travers l'histoire ont quelque part cette faculté d'en faire des opprimés, des individus qui perdent leur identité dans l'oppression, sous une influence étouffante générée par des comportements séducteurs insidieux. Le cas de l'Algérie est un bon exemple au regard de cette conception caractérisée par la prise d'une âme quelconque pour l'affubler d'autres composantes socioculturelles.

D'un point de vue historique, la francophonie a marqué le territoire algérien de son empreinte et continue jusqu'à nos jours

d'exister dans la vie du pays. Cette existence francophoniste a été combattue par les conservateurs algériens qui la considéraient comme une forme de néocolonialisme. En effet, l'Algérie a renvoyé ses colonisateurs, en revanche leur esprit et tout ce qui a trait à leur culture française sont restés. Cette vision a été contredite par les berbéristes et les francophiles, pour qui le français symbolise une Algérie révolutionnaire grâce à celui-ci. A cet effet, « *pour beaucoup de peuple de l'espace francophone, la Francophonie représente le premier espoir de développement* »¹.

Cette situation de contradiction entre les disciples de la francophonie et leur antagonistes conservateurs a atteint son paroxysme d'acharnement idéologique. Néanmoins, l'esprit de la langue française renferme des valeurs qui ne sont à l'égale d'aucunes autres vertus, car la francophonie n'est pas seulement une source de problèmes qui peut nuire aux intérêts politiques d'un État, mais elle peut aussi l'aider, grâce à cette addition culturelle qui est une richesse susceptible d'élever le pays au plus haut rang de sa capacité productive, et ce dans divers domaines de la vie sociale. En effet, « *le français appartient désormais à ceux qui le parlent dans le monde et prendront de plus en plus conscience qu'ils en sont solidairement responsables dans un espace qui a cessé d'être celui d'une nation, même d'un empire, pour devenir celui d'une communauté (mondiale) de verbe et d'esprit* »². Cela explique en quelque sorte, que lorsque la langue française est adoptée par d'autres populations en dehors du territoire d'origine,

elle devient leur propriété patrimoniale linguistique et contribue à former d'autres nations avec une philosophie de la langue autre que celle des premiers locuteurs natifs.

En réalité, même si l'Algérie ne fait pas officiellement partie de cette organisation, elle est réellement francophone. Toute la complexité de cette situation montre que ce refus d'adhésion et cette non officialisation est dûment programmée par le pouvoir politique avec son idéologie qui relève du monolinguisme au grand dam d'une réalité multilingue, qui est néanmoins reconnue par la société, bien qu'elle ne possède pas un réel rôle susceptible de valoriser cette diversité linguistique, car « *être francophone, c'est reconnaître et valoriser le multilinguisme* »³. Les objectifs de la politique linguistique menée par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, atteignent néanmoins le patrimoine socioculturel et linguistique algérien, car « *la politique des langues de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie a pour finalité à la fois la valorisation de ce patrimoine commun qu'est le français et la défense de la pluralité des langues qui cohabitent au sein de l'espace : francophone* »⁴.

La francophonie en Algérie est « un butin de guerre » pour reprendre l'expression de Kateb Yacine, qui avec le temps a emmagasiné des secrets extraordinaires comme on peut s'y attendre. Concernant la représentation de la langue française pour les Algériens ; « *la préoccupation de la langue française dans un*

contexte de diversité linguistique locale, pour survivre, la civilisation moderne de demain sera une société de communication, de dialogue multiculturel et plurilinguistique (...). En ce sens, le combat pour la francophonie rejoint celui de la diversité culturelle et pourrait prendre place comme instrument d'un nouvel ordre mondial, géopolitique plus encore que linguistique »⁵.

La francophonie a été combattue pendant les premières décennies de l'Algérie indépendante dans le but de reconstruire le pays et d'effacer les séquelles d'un passé colonial douloureux. Ainsi, on dit que le temps est le meilleur remède après avoir subi des faits marquants ou blessants ; toutefois, après cette longue période de mépris, d'ostracisme et de vulnérabilité, la langue française a fini par gagner l'amour des Algériens loin on ne peut pas dire que ça a été facile, mais on en est là.

En effet, l'Algérie est un pays dont les valeurs républicaines sont arabo-islamiques, comme nous l'avions déjà vu plus haut. Si, quand on évoque la francophonie on décèle désormais quelques fines ambiguïtés, c'est parce qu'on a aujourd'hui une toute autre impression de la langue française dans ce pays, et qu'on est passé d'un sujet tabou accablant pour les gouvernements successifs.

La langue française est omniprésente dans les domaines publics, notamment dans les systèmes scolaires où elle est la partie prenante d'un nombre considérable de disciplines scientifiques, à l'inverse de la langue arabe que l'on utilise pour animer les

disciplines sociales, littéraires et juridiques. Par contre, il faut signaler que le fait d'ériger de la langue française une deuxième langue étrangère dans les cadres éducatifs, ne veut pas dire que le pays est francophone, sous prétexte qu'on y enseigne le français dans les institutions éducatives et académiques.

Cette Algérie vit au jour le jour dans un paysage certes en voie d'émergence, mais moderne, de par le phénomène de la mondialisation qui règne pour des raisons économiques dans le monde entier. En fait, consciemment ou inconsciemment l'Algérien s'affole par toutes nouveautés venant de la France ou des pays développés en général.

Ayant des relations économiques et des conventions politiques, l'Algérie recourt à l'utilisation de la langue française pour faire marcher certains de ses secteurs que les arabophones ne peuvent guère gérer, tout simplement par manque d'amour envers leur langue arabe et pour comble de malheur, par manque de bonne volonté d'aller vers de nouveaux horizons pour adapter la langue arabe aux nouveautés scientifiques et techniques.

Par ailleurs, lorsqu'on évoque le cas de la francophonie en Algérie, cela nous projette dans une véritable dimension extravagante de ce qu'est le temps moderne. Car le français incarne, d'une part, le progrès et l'évolution de la technologie et des sciences, et d'autre part, il représente aux yeux des Algériens un mode de vie idéal, voire utopique ; et pour essayer d'accéder à

ce mode de vie, l'Algérien ne cesse d'user de la langue française en la mêlant avec les autres parlers. Cette dépendance au modèle français est appuyée par la façon de s'habiller à l'occidentale. Avec tous les conteneurs qui arrivent grâce à la mondialisation du marché économique desservis dans les divers ports et aéroports de l'Algérie, la population aspire à un mode de vie occidental et à faire un réel calque des goûts de la vie française.

Outre sa vocation de langue de la technologie, le français a aussi contribué au prestige de la diversité socioculturelle de l'Algérie. Il a donc sa place à côté des cultures arabe et berbère.

Par conséquent, la francophonie en Algérie est la composante complémentaire de la dimension sociolinguistique du pays qui est scindé en deux populations bien distinctes, l'une est de culture arabe et l'autre berbère arabisée par la religion. En fait, à cause d'un sentiment de rancœur vis-à-vis du pouvoir algérien qui a marginalisé la langue berbère avec une reconnaissance à des fins politiques, les Berbères acceptent et adhèrent plus facilement à la langue française qu'à la langue arabe. En revanche, la communauté arabophone est volontaire et favorable pour soigner la francophonie, mais tout en gardant une certaine prudence à l'égard de celle-ci. A vrai dire que n'a-t-on pas espéré réaliser un jour, si ce n'est juste le fait de « (...) *désirer sincèrement faire de l'Algérien du III^{ème} millénaire un arabophone heureux de pratiquer avec aisance la langue de Molière et un francophone complètement*

réconcilié avec son arabité et sa maghrébité, en possédant la langue d'El Mutanabi »⁶.

II- L'Algérie et l'univers d'intégration culturelle francophone

La francophonie et l'Algérie ne font qu'un, car le point commun qui relie les deux est la diversité culturelle. Et cette similitude entre les deux cas de figures encadre parfaitement la stratégie de la France qui cherche à répertorier le plus de pays possible via son Agence intergouvernementale de la Francophonie dans un but idéologico-politique, de diversité et d'ouverture vers le monde. Malheureusement pour la France, l'Algérien qui a été privé par le pouvoir politique de son pays d'intégrer la Francophonie ne fait son intégration linguistique en langue française en plus de la sienne, qu'à distance, loin de l'autre rive méditerranéenne, et ce grâce à la technologie parabolique et autres facteurs qui réduisent imaginairement l'espace géographique entre les deux nations.

Par ailleurs, l'Algérie a été marquée à travers son histoire par un contexte d'influence réciproque entre l'envahisseur et l'envahi avec des affinités de coordination assez mal fondées.

On constate que le gouvernement algérien s'est retranché dans son dogmatisme culturel propre à ses idéologies politiques. Ainsi, malgré les apparences et ce que le gouvernement voudrait nous faire croire, le sort socioculturel de l'Algérie est destiné à être dans un esprit communautaire pluriel. Cependant, cette réalité est

embourbée par l'État dans les rêves de certains Algériens, qui rêveraient tant de voir une harmonie culturelle reconnue par l'ensemble de la classe politique.

A cet effet, nous avons un propos de Mouloud Mammeri qui manifeste son penchant pour cette approche en disant : « *J'aurais bien sûr pu rendre des sentiments algériens ou des situations algériennes en arabe ou en berbère. Il en est de même qui sont allés jusqu'à me dire qu'on ne pouvait valablement traduire les uns et les autres qu'en l'une de ces deux langues. J'avoue n'être pas de cet avis, parce qu'à mon sens, croire que nos passions et nos idéaux sont irrémédiablement liés à l'usage d'une langue, c'est justement tomber dans le piège de ceux qui voulaient nous nier* »⁷.

En Algérie, les langues maternelles, dites langues nationales, en plus d'être un substrat pédagogique sont des instruments cruciaux pour le suivi du gouvernement dans sa mission d'établir la légalité et la démocratie, synonyme d'accès fructueux au développement. Il est indispensable pour l'Algérie de considérer la diversité culturelle dans tous ses aspects, y compris dans le procédé d'intégration socio-économique et politique dans le pays. Processus qui se caractérise par l'union économique et monétaire algérienne. Par conséquent, le souhait de consolider les institutions économiques, sociales et démocratiques du pays, devient un enjeu capital pour l'établissement de politiques publiques. Celles-ci

devraient prendre en compte l'utilisation des variétés locales du français ainsi que des langues étrangères qui sont présentes dans le pays.

La puissance de la francophonie affecte même des pays non francophones, pour des raisons économiques qui ne laissent pas forcément le choix de renoncer à l'apprentissage du français ; certains pays tels que : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée Équatoriale, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan, le Soudan du Sud.

Dans ce champ d'investigation, nous nous interrogeons sur une question qui nous semble à la fois intrigante et idéologique, qui ne laisse pas présager qu'elle en possède une réponse ou qu'elle n'en possède pas. La question est la suivante ; dans les quatre coins de l'Algérie on pratique de facto la langue de Molière, alors qu'officiellement elle n'apparaît pas comme étant une nation francophone, existe-t-il une lueur d'espoir pour espérer dévoiler cette énigmatique contradiction ?

Nous pensons que le système politique algérien est conscient de sa stratégie d'armature, contre toutes injonctions liées à sa liberté absolue ; c'est-à-dire que, si l'Algérie adhère en signant sur papier son intégration officielle à la liste des pays dits francophones, elle va se retrouver entravée par rapport à toutes les obligations dictées par l'organisation francité, en termes

d'économie, de politique, d'industrie, de culture et d'éducation. D'où le fait de garder cette distance qui lui permet de maintenir sa liberté d'action.

En fait, l'existence d'une méfiance, voire même de la répulsion contre l'adhésion à la francophonie, c'est parce que « *le français a une réputation méritée de clarté, qui en fait la langue diplomatique durant des siècles et qui en fait encore la langue juridique par excellence* »⁸. De plus, la position du pouvoir algérien qui semble tout de même constante, nous laisse croire qu'il n'y aura pas de rattachement à cette agence intergouvernementale, d'une façon naturellement volontaire, sans pour autant qu'il y ait des hésitations dues à la prudence des diplomates.

Nous apprécions le français pour l'esprit d'ouverture et pour l'universalité qui habitent cette langue, généralement associée à des valeurs de partage. Ceci dit, « *le français langue en partage doit être langue du partage* »⁹.

III- La relation entre langue et nation en Algérie ou l'unité dans la diversité

Dans ce qui suit, nous n'allons pas redéfinir le concept de la langue, tel qu'il a été abordé, mais nous allons le traiter dans son sens pluriel en parlant des langues ; c'est-à-dire de la diversité linguistique au sein d'une seule nation.

En effet, la définition du terme « nation » a engendré une abondante littérature abordée par diverses disciplines.

Tout d'abord le CNTRL détermine « la nation » comme étant un « *groupe humain, généralement assez vaste, dont les membres sont liés par des affinités tenant à un ensemble d'éléments communs ethniques, sociaux (langue, religion, etc.) et subjectifs (traditions historiques, culturelles, etc.) dont la cohérence repose sur une aspiration à former ou à maintenir une communauté(...)* Ensemble des personnes formant un groupe homogène, qui ont des traits caractéristiques (physiques, psychiques, comportementaux, etc.) communs »¹⁰

La nation est également la représentation d'un « *ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue et constituant une communauté politique* »¹¹.

Les deux définitions paraissent assez claires, elles montrent les éléments fondateurs qui constituent une nation quelconque, entre autres le groupe humain, un territoire regroupant ces êtres, une unité ayant ses propres caractéristiques identitaires linguistiques, religieuses, historiques, culturelles, traditionnelles. Ainsi, tous ceci s'inscrit dans le courant politique et idéologique.

Nous procéderons à une démonstration de la nature de l'interaction entre les langues et la nation algérienne.

Effectivement, cette relation rejoint la revendication de l'identité berbère à l'image de la Catalogne qui se débat de son côté contre le régime royal espagnol afin de retrouver son indépendance. Ainsi, par le biais de cette libération, elle cherche à regagner la mondialisation des échanges de toutes natures.

Le concept de nation a connu « *Historiquement, plusieurs sens différents se sont superposés. En latin, le mot « natio » exprime l'idée de naissance, de famille, de tribu, de peuple* »¹². On explique également que ce paysage ethnique est régi par une organisation à caractère gouvernemental qui est la représentation directe et officielle de sa propre nation, en l'occurrence l'État.

Ceci dit, cette approche est la mise en œuvre d'un concept découlant de deux entités originales, qui sont l'État et la nation. D'où l'État-nation. Autrement dit, on pourrait le qualifier d'un corollaire commun aux termes État et nation.

Fouad Laroussi souligne que toute intention réflexive sur la question linguistique dépend de l'approche de la nation, c'est alors que :

- La nation demeure le résultat d'une histoire et d'une construction synthétique. Elle n'est pas une donnée mais un processus d'insertion de maintes populations qui n'est jamais intégralement parachevé.

-Le monde avance aussi vite que les aiguilles d'une montre, ainsi il est devenu un petit village. Ce qui nous incite à réfléchir sur l'utilité de ces anciennes notions et à poser ces questions « *L'État-nation peut-il maintenir encore une politique linguistique centralisatrice qui s'appuie sur l'équation, une langue= une nation et inversement, ou dépend-il de plus en plus de l'organisation de l'économie et des ententes politiques sur le plan supranational ? La mondialisation des échanges économiques et par conséquent l'intensification des flux transnationaux entraînent-ils le recul de la souveraineté des États-nations ? Quelle politique linguistique les États-nations peuvent-ils envisager dans un contexte, où de plus en plus de décisions leur échappent ? Est-il encore concevable de maintenir une politique linguistique fondée sur le sentiment national ?* »¹³. L'Algérie est au centre des réflexions à propos de ce qui a pu être dit ci-dessus, par rapport à la résignation à une politique linguistique basée sur le principe d'une langue pour une nation, mais faudrait-t-il toujours savoir si ce pays n'est pas un réceptacle en guise de territoire pour plusieurs langues ? Évidemment oui, car l'Algérie comme nous l'avion traité dans le fil de notre thèse est un pays à voix plurielle. En effet, en ce qui concerne la dimension économique du pays à l'époque de la mondialisation, l'Algérie s'oriente à bon escient d'après les intérêts généraux du pays et au nom de cela, elle est prête à jouer avec les avantages que confèrent diverses tendances des politiques linguistiques.

A vrai dire, on ne voit pas réellement en quoi cela pourrait dévoyer la souveraineté algérienne, étant donné qu'elle semble être en mesure de gérer une telle situation avec sang froid et assurance, surtout dans l'interaction avec les autres états touchés par la mondialisation.

Par ailleurs, ayant conscience de l'ambiguïté et de la complexité sociolinguistique algérienne, nous pensons que l'État n'est nullement en mesure d'accorder une quelconque faveur à un groupe ethnique, en mettant en œuvre l'impensable remplacement de la langue arabe ou d'autres modifications du son statut. Ce faisant, la politique linguistique algérienne n'est pas prise en considération seulement à l'égard d'un sentiment national, mais de plusieurs, dont les revendications ne peuvent malheureusement parvenir jusqu'aux oreilles des dirigeants algériens.

Il n'en demeure pas moins que la situation linguistique des pays du Maghreb, notamment de l'Algérie, donne l'exemple de l'édification d'un État nation sur la base d'une politique unificatrice et homogénéisante. En Algérie, nous assistons aux effets d'un courant idéologique dominant, visant à établir une unité nationale, et par conséquent à limiter les variétés linguistiques. Ce courant minimise les groupes linguistiques, en étant indifférent à l'égard des autres communautés langagières.

L'incompatibilité entre nation et réalité de la diversité linguistique en Algérie est positive à l'exception du traumatisme de l'enseignement incohérent des langues incohérent, y compris dans l'enseignement des langues nationales et d'autres variétés de langues du pays. Bien que « *les mouvements de défense des langues maternelles, d'abord discrédités en tant que facteurs de division de l'unité nationale, se sont peu à peu renforcés au fur et à mesure que l'État échouait à mettre en œuvre ses objectifs affichés de développement et de démocratie* »¹⁴. L'Algérie est loin d'avoir une vraie et « *stricte relation entre la réalisation de l'unité nationale et l'unification linguistique* »¹⁵. En effet, le plurilinguisme constitue un apanage considérable pour notre pays, en ce sens, il serait davantage mis en valeur s'il était pris en considération comme une réalité favorable au développement.

Cependant, nous observons que cette richesse est considérée comme un obstacle pour une véritable identité. Ne serait-il pas plus bénéfique pour l'Algérie d'instaurer une nation bâtie sur sa réalité plurielle, plutôt que de vivre sur un mythe d'une quelconque identité arabe et distincte ? Est-ce qu'il est fatal que l'Algérie reste prisonnière dans l'impossibilité de pouvoir former son unité nationale dans la diversité ethnico linguistique ?

Il faut savoir qu'il existe en Algérie deux approches conceptuelles différentes l'une de l'autre, entre le rattachement des notions « État » et « Langue » au sein la dimension de pluralisme ;

c'est-à-dire que l'Algérie est un État unifié qu'on ne peut pas subdiviser en fractions étatiques. En revanche, la langue peut bénéficier d'un passe-droit à la liberté absolue, lui permettant de vivre de façon contiguë avec d'autres langues au sein d'un espace géographique commun, tout en dépendant d'une même souveraineté.

D'autre part, en analysant les faits divers liés à cette problématique on remarque qu'une étincelle pourrait allumer un réel rapport d'adversité dialectique entre une langue et l'État.

Il faut bien clarifier la question de la nation loin des spéculations politique et idéologique qu'elle a subi depuis les années soixante à tort ou à raison. Le pouvoir algérien a entretenu le sentiment de nation autant que l'unité nationale pour camoufler les conflits d'intérêts qui mettent en adversité les classes sociales et les groupes ethniques. A cet égard, « *les identités nationales revendiquaient souvent fondées, au moins en partie, sur une langue propre. Portée soit par l'affirmation identitaire, soit par la recherche de l'unité, le plus souvent par l'une et l'autre, une langue devint indissociable de l'existence d'une nation* »¹⁶.

IV- L'avenir linguistique et identitaire algérien ainsi que l'influence de la mondialisation

« *L'esprit d'un peuple est lié à la terre par un lien léger, mais qui résiste à toutes les tentatives de le briser comme par une force magique, car il est tout à fait adhérent à son être* »¹⁷. Cela explique

que l'amour d'un homme envers son bout de terre natale se traduit par un immense attachement, aménageant un réel rapport de force et de résistance défendant son identité, lorsque sa terre venait à être pillée par des envahisseurs mercenaires de guerre.

Au-delà de l'attachement au sol, un autre élément génère un fort rapport avec cette identité ; c'est la langue. A cet effet, « *les langues font l'objet de véritables sentiments qui déterminent l'identité linguistique* »¹⁸. C'est un fait remarquable, voire important, qui pousse à comprendre la notion d'identité dans sa dimension linguistique. Nous pensons que la notion d'identité renvoie à des rapports sociaux dans le sens large du terme. De plus, c'est un phénomène qui se constitue au fil du temps ou diachronique. Ce n'est que par cette évolution qu'elle intègre l'univers socioculturel et linguistique. Il est judicieux de savoir qu'en ayant reçu une éducation en une seule langue, notre identité ne peut être qu'une. Par contre, une personne ayant grandi dans un entourage qui s'exprime dans deux ou plusieurs langues est condamnée à avoir une forme d'identité plurielle plus enrichissante par rapport à une identité forgée avec une seule langue.

Le thème de l'identité socioculturelle algérienne se développe autour de l'appartenance à l'arabité et à la religion islamique. Si on analyse celle-ci en se basant sur l'identité linguistique, il serait question de plusieurs identités compte tenu de l'existence des diverses communautés linguistiques. Considérer la culture en

Algérie sous le seul angle de l'appartenance à la culture arabo musulmane serait une erreur, car la réalité culturelle du pays est plurielle.

Kateb Yacine entrevoit ce problème : « *L'arabo-islamique fait-il ou on non partie de notre être profond ? Moi, je dis non (...). L'arabisation constitue pour nous, en Algérie, en tant que cheval de bataille politique et démagogique, une véritable plaie. Tout ce qui concerne l'arabo-islamique demande à être élucidé de sorte que nous puissions lutter contre les dégâts commis en son nom(...) que nous parlions cette langue (l'arabe) ne suffit pas à faire de nous des Arabes. Il n'y a pas de race arabe, à ma connaissance. Il faut en finir avec ces confusions qui peuvent être mortelles, avec cet accouplement sacré d'une langue et d'une religion qu'est l'arabo-islamique* »¹⁹. Ce dernier considère cette notion²⁰ d'arabo-islamique comme un mythe, une idéologie puissamment réactionnaire et subversive.

L'arabisation a été la charnière principale de ce discours de la propagande. Il porte une attitude démagogique soumise à des objectifs d'un nationalisme virulent : le fameux slogan « al-Qawmyya al-Arabiyya » qui oppose, d'un côté, le monde arabe au monde musulman, et de l'autre côté, joue sur le paradoxe monde occidental- monde musulman.

Ce discours s'appuie sur trois notions fondamentales :

- La notion d'Oumma, qui désigne la nation musulmane, sinon le sentiment d'affiliation à la communauté musulmane.

- La notion d'arabisme, qui génère la naissance de diverses tendances idéologiques et culturelles, endossant comme caractéristiques l'identité ethnique, l'unité langagière et enfin, la restauration de la langue arabe.

- l'Islamisme : signifiant l'appartenance à la communauté musulmane.

Notre identité et notre unité nationale ne pourront réellement se faire que si on opte pour un choix multilingue. La conception jacobine de l'identité ne fait qu'approfondir le fossé.

La langue berbère, la langue maternelle d'une bonne partie de la population algérienne est enseignée aujourd'hui dans plusieurs pays tels que le Maroc d'une façon progressive, sauf en Algérie, où elle attend toujours sa généralisation. Cessons de mettre de côté cette langue, qui véhicule une culture qui est une composante de l'identité algérienne, et constitue une partie fondamentale du patrimoine culturel de l'Algérie lequel est de forme triptyque : berbère, arabe et occidental. Ainsi, ces trois apports pourront servir l'édification sociale et culturelle.

Laisser évoluer ces trois composantes constituera une réelle synthèse de culture élaborée dans le pluralisme linguistique et ethnique au sein d'un monde où la pluralité est devenue la règle et le monolingisme l'exception. Toutefois, dans le cas présent, la

politique linguistique mise en place par le pouvoir sert plutôt à minimiser et bannir des composantes importantes de notre société.

La diversité de ces composantes renferme certainement des contradictions considérables. Cela expliquerait la difficulté à s'intégrer dans cette algérianité : une attitude souvent présentée comme un renoncement à la propre identité. Alors que, l'aspect communicatif des langues, permettra l'ouverture à l'autre dans l'échange ce qui finira par faire évoluer cette identité algérienne dans ses aspects multiples.

Mis à part l'idéologie officielle du pouvoir, d'autres pensées comme celle des groupes langagiers possédant différentes langues et variétés en présence. Elles ciblent les objectifs ainsi les désirs manifestés par les locuteurs, leurs aspirations et rendent compte de leur perception de la société.

A cet égard, aujourd'hui, chaque discours politico-idéologique sur la construction d'une identité commune en Algérie passe impérativement par la prise en compte des enjeux linguistiques et culturels qui sont rattachés à ce débat identitaire. Nul ne peut ignorer cette vérité. Cela dit, « *le rôle de la langue comme marque identitaire, peut être très politisé, surtout quand la langue définit l'unité d'un groupe social* »²¹. Dans ce sens, l'identité peut être déterminée comme un procédé pertinent de caractérisation de soi et des autres, qui se constitue dans la relation entre l'individu et les groupes.

La mondialisation est considérée comme un processus historique, dans le contexte du développement cognitif de l'être humain, et ce dans plusieurs dimensions intellectuelles, culturelles, politiques et psychologiques. Chaque dimension parmi celles-ci est considérée comme étant une source de dialectique et de dialogue sous l'influence du modèle néolibéral, donnant un tout autre mode de vie, de communication, de nouvelles conceptions démocratiques. Dès leur indépendance, les pays du Maghreb, notamment l'Algérie, ont entrepris la voie du renouveau. C'est alors qu'on assiste à des transformations importantes dans tous les niveaux. Ces métamorphoses ont été démographiques (progression de la population), écologiques (exode rurale vers les villes), techniques (nouvelles adoptions des moyens de travaux) sociales (réinitialisation des modes de vie).

Dans un temps où la mondialisation de l'économie s'est imposée, la diversité linguistique par rapport aux accords commerciaux internationaux en Algérie, ne représente pas un cadre civilisationnel. En effet, le pays s'est transformé en un marché de transactions de marchandises et de langues telles que : le français et le chinois. Ce qui explique que la langue arabe est en train de reculer, car elle est incapable de pouvoir contribuer au progrès. De ce fait, elle s'est trouvée face à un défi technologique, informatique et communicatif.

L'estime d'un pays passe inévitablement par son arsenal culturel et tout ce qu'il peut posséder comme bienfaits profitables à l'humanité. En effet, le savoir et la culture sont un tout indissociable qui représente l'essence même d'une civilisation, y compris son identité. A cet effet, la notion de culture contient une composante, la langue.

Comme nous l'avons observé dans l'exemple des écoles, l'Algérie est un pays qui a subi plusieurs rebondissements historiques qui ont put être lui apporter peut être un avantage ou un désavantage, poussant ou saturant son épanouissement socioculturel. Cependant, cette réalité historique est aujourd'hui le reflet d'une Algérie perdue, effritée, à qui l'art de bien dire échappe ; sa société demeure un bouc émissaire dû à la non maîtrise langagière ; elle semble complètement perturbée lorsque ses locuteurs se mettent à parler un dialectal incohérent et pollué par les traces anciennes des influences linguistiques étrangères.

Étant donné que la situation sociolinguistique catastrophique qui ne s'arrête pas de se dégrader, nous pensons qu'il serait important d'éveiller la conscience des Algériens pour qu'ils aient l'amour de leur langue qui passe forcément par sa maîtrise, car une identité ne peut être fondée qu'à travers une langue exclusivement propre à elle. En effet, il se trouve qu'une identité a ses traits proprement liés à la pensée. Notamment dans la manière dont elle appréhende le monde et dont elle s'immerge dans son mode de

réflexion, bref, une identité dégage aussi une expression inédite et ce, grâce à sa vision du monde.

Certes, une langue est aussi le vecteur indispensable pour exposer scripturairement la culture et l'éducation de son peuple. A ce titre, on signale à quel point la langue est la quintessence de toutes les interrogations liées à la linguistique qui ne cesse de fasciner les linguistes et les solliciter à en venir sur des points d'ombres. Ceci dit, pour transmettre l'éducation à nos enfants, on ne devrait pas évoquer la langue et la culture dans l'éducation, mais de l'éducation dans la langue et dans la culture de notre pays. De ce fait, il paraît délicat pour nos dirigeants politiques de percevoir la langue comme étant l'un des marqueurs de notre identité et de la souveraineté nationale.

A vrai dire, après cinquante-trois ans d'indépendance, *« l'Algérie est vraiment loin d'avoir résolu la question lancinante de son identité »*²². Ceci est un problème essentiel qui se manifeste pratiquement dans tous les pays du grand Maghreb. A cet égard, Fouad Laroussi s'interroge sur cette question épineuse qui semble endémique dans ces pays en disant : *« On n'a jamais autant parlé de langue et d'identité au Maghreb qu'aujourd'hui. Pourquoi donc cette problématique revêt-elle une acuité particulière dans cette région ? Sans doute parce que des crises majeures s'y manifestent et mettent en question la légitimité d'une affirmation identitaire monovalente dont le contenu est uniformément universel »*²³.

L'Algérie demeure fragile, car aujourd'hui elle reste encore dépendante de l'Occident ; tout en souffrant des affres de la mondialisation qui influence et endommage le destin des États nations émergents. En effet, face à cette situation, nous pensons que l'avenir linguistique et par conséquent l'avenir identitaire de l'Algérie est compromis par la mondialisation. Ainsi, cela met le devenir du pays dans la précarité, voire dans le danger.

V- Continuité du conflit et « la perte de l'identité »

Il s'agit d'un conflit politico-idéologique que l'on voit surtout de la part des berbéristes. Ces derniers estiment que « *le culturalisme à lui seul ne suffit plus à sauvegarder l'identité et la culture* »²⁴. Cette idée révèle que se contenter d'un simple legs donné par le pouvoir algérien sous forme de reconnaissance de leur langue, dans le but de faire en sorte que l'identité berbère soit bel et bien présente en Algérie, ne suffit plus pour espérer convaincre les hommes libres du grand Atlas des résultats positifs liés à la réclamation de leur indépendance politique. De plus, les berbéristes sont persuadés que l'épanouissement de leur avenir réside seulement dans l'indépendance et l'autonomie totale des régions qu'ils habitent. Par ailleurs, ils s'étaient inspirés du modèle indépendantiste de la Catalogne qui affiche des intentions similaires à celles des Berbères ; à savoir, la fusion de la culture, de la langue et de la politique dans une entité politique et territoriale indépendante.

Les Berbères ont le sentiment que tout ce que l'État légifère ou décrète comme lois par rapport à la question linguistique ne sert pas la cause berbériste. Cependant, ce sentiment de refus les met dans une situation de marginalisation, accentuée par le fait que leur langue est minoritaire, ainsi que par la mondialisation et l'islamisme. Si cela est ainsi, c'est parce que les élites berbères n'ont pas été portées par le zèle de promouvoir leur langue et revaloriser leur identité.

En fait, depuis l'indépendance de l'Algérie, un triple conflit se manifeste de manière récurrente : sociolinguistique, identitaire et nationaliste. La cohabitation entre plusieurs communautés linguistiques sur le même territoire se heurte aux aspirations autonomistes des Berbères. Lesquels sont à leur tour contestés par la communauté arabophone. Leur langue est minoritaire est de plus en plus connotée voire stigmatisée. Institutionnellement, la langue berbère est reconnue comme langue nationale, mais elle n'était nullement reconnue constitutionnellement en tant que langue pour les Algériens avant janvier 2016, même si elle n'a jamais été une langue interdite dans la sphère publique. L'État algérien n'accorde pas d'intérêt malgré les promesses politiques de certains candidats relatives à la promotion - aujourd'hui hypothétique - de la langue berbère. Les Berbères semblent de plus en plus résignés.

Par conséquent, les revendications d'indépendance sont parfois pressantes et se manifestent comme un moyen de « sauver la langue berbère ». Ce que l'État n'envisage pas aujourd'hui.

Le pouvoir politique s'obstine par le fait de s'approprier le champ religieux et culturel en jouant sur les aspects de l'identité, de la culture et de la religion islamique. Ce discours occulte le vrai débat. Il opte pour un remodelage de l'identité perdue et de la culture saccagée. Mais avec des propos qui ne reflètent pas la réalité sociale de l'Algérie. Reconstituer l'identité perdue, c'est reconnaître la pluralité de son identité avec ses diverses langues et ethnies.

Finalement, lorsqu'on aborde la question de l'identité socioculturelle et linguistique en Algérie, on se réfère généralement à la langue arabe. Mais cette approche du problème donne une perception réduite de la réalité sociolinguistique du pays. C'est aussi une notion qui pose de faux problèmes.

Ces problèmes se manifestent comme des conflits socioculturels pris entre le passé et le présent, entre la modernisation/ occidentalisation face à l'arabisation/ réislamisation. Ces dichotomies dissimulent une bonne part des agitateurs sociolinguistiques qu'on voit aujourd'hui.

Nous considérons que tous ces facteurs ont contribué au continuum du conflit linguistique et identitaire. Ainsi, nous pensons que tout conflit entraîne la ruine, la destruction, la dénaturalisation et le mal. Quant au conflit linguistique il conduit à la perte de l'identité, notamment culturelle. En réalité, le pouvoir politique

algérien qui manque de sérieux, de sagesse et de vision stratégique contribue à la complication de la question identitaire.

Conclusion

Les conflits évoqués ont montré une sensibilité d'une bonne partie de l'opinion à la question langagière, et ont montré une grande fidélité ainsi qu'un important attachement à la langue arabe pour diverses raisons. Pour un nombre d'individus, l'échec de l'enseignement est dû à la grande importance dédiée à la langue française dans le milieu social. En outre, la résignation à la religion, à un mode de vie traditionnel, l'hypocrisie sociale lorsqu'il s'agit de la question du français et la méfiance vis-à-vis d'un relâchement des mœurs sous l'influence occidentale font qu'il existe un vaste courant d'opinion attaché à la langue arabe. Il met une forte pression sur le pouvoir politique et freine ces réformes qui pourraient permettre l'évolution ou la valorisation du français dans les programmes d'enseignement et aussi l'affiliation à la Francophonie.

Cependant, les francophones affichent une tendance moderniste qui considère que la revalorisation de l'enseignement passe par une part plus grande de l'enseignement en français. Ceci amène à s'interroger profondément sur la place des langues en Algérie. Il est presque sûr que l'arabisation, même mal conduite, répond véritablement à un souhait de la société qui veut être rattachée à cette langue, à l'islam et au monde arabe. Mais si on

regarde la réalité, l'Algérie devra fournir un grand travail pour évoluer sur ce point.

En fait, l'Algérie doit faire avec le français et l'arabe pour véhiculer les cultures qui l'englobent, pour de multiples ambitions, certes opposées, mais complémentaires. Cette coexistence dialectique peut être de bon augure, si l'Algérie prend part à la Francophonie, ceci l'aidera à mettre en place un véritable bilinguisme en dépassant la situation actuelle où le français s'accommode avec la modernité, et l'arabe a pour tâche de conserver des racines. Car on peut mettre les deux langues en parfaite symbiose dans un contexte de cohabitation en vue de coopérer de manière pédagogique ; cela ferait en sorte que l'arabe se modernise et se hisse vers la mondialisation, et que le français soit mieux familiarisé et approprié par la société algérienne.

Références bibliographiques :

- 1- Renard, R. *Une éthique pour la francophonie*, Paris, Éditions du CIPA, 2000, p. 233.
- 2- Cortès, J. « La Francophonie à l'aube des indépendances », novembre 1962, le n°311 de *la revue Esprit, Synergies Monde*, n°1, Un Lil de Soie. Langue française, plurilinguisme et identités européennes. Vienne, novembre 2006, p.205.
- 3- Wolton, D. *L'Identité francophone dans la mondialisation*, Cellule de réflexion stratégique de la Francophonie(CRSF), décembre 2008, p.16.
- 4- « Agence Intergouvernementale de la Francophonie, Programmes en cours: Aménagement linguistique du français et des langues partenaires », [http// : www.francophonie.org](http://www.francophonie.org), consulté le, 15/07/2011.

- 5- Laulan, A-M. *La diversité culturelle à l'UNESCO dans la Francophonie et mondialisation : Francophonie et mondialisation*, Paris, Éditions CNRS, 2004, p.47.
- 6- Bouhaik, S-A., « Essai. Situation linguistique en Algérie : la société prend langue (s) », *le journal El Watan*, 23/01/2003. Cité par Dahou, F, Khennour, S, in *REFLEXION SPECULATIVE SUR L'ENTREPRISE ALGÉRIENNE*, *Revue.univ-ouargla.dz*, [numéro 06, 2007](#), p. 9.
- 7- « Interview avec Abdallah Mazouni. *Le Jour*, 27 mai-3 juin 1966), cité par Déjeux Jean, *Culture algérienne dans les textes* (1982). Ce livre présente d'un autre côté des textes nécessaires à la compréhension de ce qui s'est passé en Algérie depuis l'Indépendance.
- 8- Renard, R, *op- cit*, p.201.
- 9- Renard, R, *op- cit*, p.379.
- 10- [http : //www.cnrtl.fr/definition/nation/substantif](http://www.cnrtl.fr/definition/nation/substantif), consulté le, 07/05/2015.
- 11- <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/nation/53859?q=Nation#53503>, consulté le, 07/05/2015.
- 12- Laroussi, F. « Présentation », in *GLOTTOPOL -Revue de sociolinguistique -, Quelle politique linguistique pour quel État-nation ?* N° 1, Janvier 2003, p.2. http://glottopol.univrouen.fr/telecharger/numero_1/gpl1_01larou.pdf, consulté le, 08/05/2015.
- 13- Laroussi, F, *op- cit*, p. 4.
- 14- Grandguillaume, G. « Arabofrancophonie et Politiques Linguistiques », in *GLOTTOPOL -Revue de sociolinguistique -, Quelle politique linguistique pour quel État-nation ?* N° 1, Janvier 2003, p.70. http://glottopol.univrouen.fr/télécharger/numero_1/gpl1_01larou.pdf, consulté le, 08/05/2015.
- 15- Laroussi, F, *op- cit*, p. 5.
- 16- Truchot, C. *Europe : l'enjeu linguistique*, Paris, la documentation française, 2008, p.38.

- 17- Hegel, cité par Hyppolite, J. *Introduction à la philosophie de l'histoire de Hegel*. Paris, Seuil, 1983, p.27.
- 18- Leconte, F. *La famille et les langues*, Paris, l'Harmattan, 1997, p.161.
- 19- Barbulesco, L., Cardinal, Ph. *L'Islam en questions : vingt-quatre écrivains arabes répondent*, Paris, Edition Grasset et Fasquelle, 1986, pp. 233-234.
- 20- *Op- cit*, P. 237.
- 21- Salikoko, M. « Identité », in Moreau. M-L (éd). *Sociolinguistique : Concepts de base*, Mardaga, Liège, 1997, p.160.
- 22- Khalfoune, T. « Langues, identité et constitution », in *Les langues de la méditerranée*, Paris, l'Harmattan, 2002, p.169.
- 23- Laroussi, F. *Plurilinguisme et identité au Maghreb*, Rouen, Publication de l'Université de Rouen, 1997, p.7.
- 24- Farah, Y. « Entretien avec Salem Chaker », *Le quotidien El Watan*, 30/04/2008.